

The Agreement was
previously published
as Cmnd. 5986



UNIVERSAL
POSTAL UNION

Treaty Series No. 58 (1976)

Insured Letters Agreement

[together with Final Protocol and Detailed Regulations]

Lausanne, 5 July, 1974

[The United Kingdom notification of approval was
deposited on 23 February 1976]

*Presented to Parliament
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs
by Command of Her Majesty
August 1976*

LONDON

HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

£1.05 net

Cmnd. 6534

CONTENTS

	<i>French Text Page</i>	<i>English Translation Page</i>
1. Insured Letters Agreement	3	55
2. Final Protocol to Insured Letters Agreement	36	66
3. Detailed Regulations for implementing Insured Letters Agreement	37	67
4. List of Forms	48	77
5. Ratifications and Approvals	—	83

NOTE: Italicised material in English indicates changes introduced by the 1974 Lausanne Congress of the Universal Postal Union

ARRANGEMENT CONCERNANT LES LETTRES AVEC VALEUR DÉCLARÉE

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art.

1. Objet de l'Arrangement
2. Lettres avec valeur déclarée
3. Déclaration de valeur

CHAPITRE II

CONDITIONS D'ADMISSION

4. Conditions de poids et de dimensions
5. Interdictions
6. Traitement des envois admis à tort

CHAPITRE III

TAXES ET DROITS

7. Taxes
8. Franchise postale
9. Conditions d'exportation et d'importation et droits

CHAPITRE IV

RESPONSABILITÉ

10. Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales
11. Non-responsabilité des Administrations postales
12. Responsabilité de l'expéditeur
13. Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales
14. Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Art.

15. Application de la Convention
16. Bureaux participant au service
17. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution
18. Mise à exécution et durée de l'Arrangement

PROTOCOL FINAL
DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES LETTRES
AVEC VALEUR DÉCLARÉE

Art. unique Objets passibles de droits de douane

ARRANGEMENT CONCERNANT LES LETTRES AVEC VALEUR DÉCLARÉE

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 3, de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant:

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier

Objet de l'Arrangement

Le présent Arrangement régit l'échange des lettres avec valeur déclarée entre les pays contractants.

Article 2

Lettres avec valeur déclarée

Les lettres contenant des valeurs-papier, des documents ou des objets de valeur et dénommées « lettres avec valeur déclarée » peuvent être échangées avec assurance du contenu pour la valeur déclarée par l'expéditeur.

Article 3

Déclaration de valeur

1. Le montant de la déclaration de valeur est en principe illimité.

2. Chaque Administration a, toutefois, la faculté de limiter la déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à un montant qui ne peut être inférieur à 5000 francs ou au montant adopté dans son service intérieur s'il est inférieur à 5000 francs.

3. Dans les relations entre pays qui ont adopté des maximums différents, la limite la plus basse doit être observée de part et d'autre.

4. La déclaration de valeur ne peut dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur; le montant de la déclaration des papiers représentant une valeur à raison de leurs frais d'établissement ne peut dépasser les frais de remplacement éventuels de ces documents en cas de perte.

5. Toute déclaration frauduleuse d'une valeur supérieure à la valeur réelle du contenu d'un envoi est passible des poursuites judiciaires prévues par la législation du pays d'origine.

CHAPITRE II

CONDITIONS D'ADMISSION

Article 4

Conditions de poids et de dimensions

Les lettres avec valeur déclarée sont soumises aux conditions de poids et de dimensions applicables aux lettres ordinaires. Celles dont les dimensions sont inférieures aux minimums fixés pour les lettres à l'article 19, paragraphe 6, de la Convention ne sont pas admises.

Article 5

Interdictions

L'insertion des objets visés ci-dessous est interdite dans les lettres avec valeur déclarée:

- (a) les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les envois de la poste aux lettres ou l'équipement postal;
- (b) l'opium, la morphine, la cocaïne et autres stupéfiants; toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux expéditions effectuées dans un but médical ou scientifique pour les pays qui les admettent à cette condition;
- (c) les animaux vivants;
- (d) les matières explosibles, inflammables ou autres matières dangereuses;
- (e) les objets obscènes ou immoraux;
- (f) les objets dont l'importation ou la circulation est interdite dans le pays de destination.

Article 6

Traitement des envois admis a tort

1. Toute lettre avec valeur déclarée qui ne répond pas aux dispositions de l'article 4 et qui a été admise à tort doit être renvoyée à l'Administration d'origine;

toutefois, l'Administration de destination est autorisée à la remettre au destinataire en lui appliquant les taxes prévues à l'article 19, paragraphe 20, de la Convention.

2. Toute lettre avec valeur déclarée qui contient les objets cités à l'article 5 et qui a été admise à tort à l'expédition doit être traitée selon la législation du pays de l'Administration qui constate la présence de ces objets; toutefois, celles qui contiennent les objets visés aux lettres (b), (d) et (e) dudit article ne sont en aucun cas acheminées à destination, livrées aux destinataires ou renvoyées à l'origine.

3. Lorsqu'une lettre avec valeur déclarée admise à tort n'est ni renvoyée à l'origine ni remise au destinataire, l'Administration d'origine doit être informée d'une manière précise du traitement appliqué à cette lettre.

CHAPITRE III

TAXES ET DROITS

Article 7

Taxes

1. Les lettres avec valeur déclarée donnent lieu à la perception sur l'expéditeur et à l'avance des taxes ci-après:

- (a) taxe d'affranchissement;
- (b) taxe fixe de recommandation;
- (c) taxe d'assurance.

2. Le tarif de ces taxes est le suivant:

Taxe d'affranchissement 1	Taxe fixe de recommandation 2	Taxe d'assurance 3
Taxe calculée selon l'article 19 de la Convention, respectivement selon l'article III de son Protocole final	Taxe fixée à l'article 21, lettre (n), de la Convention ou taxe correspondante du service intérieur si celle-ci est plus élevée ou, exceptionnellement, taxe de 3 francs au maximum	Au maximum 1 franc par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés, ou $\frac{1}{2}$ pour cent de l'échelon de valeur déclarée, quel que soit le pays de destination, même dans les pays qui se chargent des risques pouvant résulter d'un cas de force majeure, ou au maximum la taxe du service intérieur si cette taxe est plus élevée

3. Outre les taxes visées au paragraphe 1, les lettres avec valeur déclarée peuvent donner lieu à la perception des taxes spéciales visées à l'article 21 de la Convention, dans les cas où elles leur sont applicables.

4. Les Administrations peuvent en outre percevoir sur les expéditeurs ou les destinataires les taxes spéciales prévues par leur législation intérieure pour les mesures exceptionnelles de sécurité prises à l'égard des lettres avec valeur déclarée.

Article 8

Franchise postale

Les lettres avec valeur déclarée relatives au service postal échangées soit entre les Administrations, soit entre les Administrations et le Bureau international sont exemptes de toutes taxes postales.

Article 9

Conditions d'exportation et d'importation et droits

1. Les lettres avec valeur déclarée sont soumises à la législation du pays d'origine en ce qui concerne les conditions et les droits d'exportation; elles sont soumises à la législation du pays de destination en ce qui concerne les conditions et les droits d'importation et de la douane.

2. Les droits fiscaux et les frais d'essayage exigibles à l'importation sont perçus sur le destinataire lors de la remise; si, pour une cause quelconque, une lettre avec valeur déclarée est réexpédiée dans un autre pays participant au service ou renvoyée au bureau d'origine, les droits ou frais non remboursables lors de la réexportation sont recouvrés sur le destinataire ou sur l'expéditeur.

CHAPITRE IV

RESPONSABILITÉ

Article 10

Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales

1. Les Administrations postales répondent de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des lettres avec valeur déclarée, sauf dans les cas prévus à l'article 11. Leur responsabilité est engagée tant pour les lettres transportées à découvert que pour celles qui sont acheminées en dépêches closes.

2. L'expéditeur a droit à une indemnité correspondant, en principe, au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie; les dommages indirects

ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération. Cependant, cette indemnité ne peut en aucun cas dépasser le montant, en francs-or, de la valeur déclarée. En cas de réexpédition ou de renvoi à l'origine par voie de surface d'une lettre-avion avec valeur déclarée, la responsabilité est limitée, pour le second parcours, à celle qui est appliquée aux envois acheminés par cette voie.

3. Par dérogation au paragraphe 2, le destinataire a droit à l'indemnité après avoir pris livraison d'une lettre avec valeur déclarée spoliée ou avariée.

4. L'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en francs-or, des objets de valeur de même nature, au lieu et à l'époque où ils ont été acceptés au transport; à défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire des objets évaluée sur les mêmes bases.

5. Lorsqu'une indemnité est due pour la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale d'une lettre avec valeur déclarée, l'expéditeur ou, par application du paragraphe 3, le destinataire, a droit, en outre, à la restitution des taxes et droits acquittés, à l'exception de la taxe d'assurance qui reste acquise, dans tous les cas, à l'Administration d'origine.

6. L'expéditeur a la faculté de se désister de ses droits prévus au paragraphe 2 en faveur du destinataire. Inversement, le destinataire a la faculté de se désister de ses droits prévus au paragraphe 3 en faveur de l'expéditeur. L'expéditeur ou le destinataire peut autoriser une tierce personne à recevoir l'indemnité si la législation intérieure le permet.

Article 11

Non-responsabilité des Administrations postales

1. Les Administrations postales cessent d'être responsables des lettres avec valeur déclarée dont elles ont effectué la remise soit dans les conditions prescrites par leur réglementation intérieure pour les envois de même nature, soit dans les conditions prévues à l'article 11, paragraphe 3, de la Convention; la responsabilité est toutefois maintenue:

- (a) lorsqu'une spoliation ou une avarie est constatée soit avant la livraison, soit lors de la livraison de l'envoi ou lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire, le cas échéant l'expéditeur s'il y a renvoi à l'origine, formule des réserves en prenant livraison d'un envoi spolié ou avarié;
- (b) lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi à l'origine, l'expéditeur, nonobstant décharge donnée régulièrement, déclare sans délai à l'Administration qui lui a livré l'envoi avoir constaté un dommage et administre la preuve que la spoliation ou l'avarie ne s'est pas produite après la livraison.

2. Les Administrations postales ne sont pas responsables:

- 1° de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des lettres avec valeur déclarée:
 - (a) en cas de force majeure; l'Administration dans le service de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu doit décider, suivant la

législation de son pays, si cette perte, cette spoliation ou cette avarie est due à des circonstances constituant un cas de force majeure; celles-ci sont portées à la connaissance de l'Administration du pays d'origine si cette dernière le demande. Toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'Administration du pays expéditeur qui a accepté de couvrir les risques de force majeure;

- (b) lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des envois par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;
- (c) lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou provient de la nature du contenu de l'envoi;
- (d) lorsqu'il s'agit d'envois dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 5 et pour autant que ces envois aient été confisqués ou détruits par l'autorité compétente en raison de leur contenu;
- (e) lorsqu'il s'agit d'envois qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;
- (f) lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de dépôt de l'envoi;

2° des lettres avec valeur déclarée saisies en vertu de la législation du pays de destination;

3° en matière de transport maritime ou aérien, lorsqu'elles ont fait connaître qu'elles n'étaient pas en mesure d'accepter la responsabilité des valeurs à bord des navires ou des avions qu'elles utilisent; elles assument néanmoins, pour le transit des lettres avec valeur déclarée en dépêches closes, la responsabilité qui est prévue pour les envois recommandés.

3. Les Administrations postales n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, sous quelque forme que celles-ci soient faites, et des décisions prises par les services de la douane lors de la vérification des envois soumis au contrôle douanier.

Article 12

Responsabilité de l'expéditeur

1. L'expéditeur d'une lettre avec valeur déclarée est responsable, dans les mêmes limites que les Administrations elles-mêmes, de tous les dommages causés aux autres envois postaux par suite de l'expédition d'objets non admis au transport ou de la non-observation des conditions d'admission, pourvu qu'il n'y ait eu ni faute ni négligence des Administrations ou des transporteurs.

2. L'acceptation par le bureau de dépôt d'une telle lettre avec valeur déclarée ne dégage pas l'expéditeur de sa responsabilité.

3. L'Administration qui constate un dommage dû à la faute de l'expéditeur en informe l'Administration d'origine à laquelle il appartient d'intenter, le cas échéant, l'action contre l'expéditeur.

Article 13

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration postale qui, ayant reçu l'envoi sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la remise au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à une autre Administration.

2. Une Administration intermédiaire ou de destination est, jusqu'à preuve du contraire et sous réserve des paragraphes 5, 8 et 9, dégagée de toute responsabilité :

- (a) lorsqu'elle a observé les dispositions de l'article 108 du Règlement, relatives à la vérification individuelle des lettres avec valeur déclarée ;
- (b) lorsqu'elle peut établir qu'elle n'a été saisie de la réclamation qu'après la destruction des documents de service relatifs à l'envoi recherché, le délai de conservation prévu à l'article 108 du Règlement d'exécution de la Convention étant expiré ; cette réserve ne porte pas atteinte aux droits du réclamant.

3. Lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'une entreprise de transport aérien, l'Administration du pays qui perçoit les frais de transport selon l'article 74, paragraphe 1, de la Convention est tenue, sous réserve de l'article premier, paragraphe 3, de la Convention et du paragraphe 6 du présent article, de rembourser à l'Administration d'origine l'indemnité payée à l'expéditeur. Il lui appartient de recouvrer ce montant auprès de l'entreprise de transport aérien responsable. Si, en vertu de l'article 74, paragraphe 2, de la Convention, l'Administration d'origine règle les frais de transport directement à la compagnie aérienne, elle doit demander elle-même le remboursement de l'indemnité à cette compagnie.

4. Jusqu'à preuve du contraire, l'Administration qui a transmis une lettre avec valeur déclarée à une autre Administration est dégagée de toute responsabilité, si le bureau d'échange auquel l'envoi a été livré n'a pas fait parvenir, par le premier courrier utilisable après la vérification, à l'Administration expéditrice, un procès-verbal constatant l'absence ou l'altération, soit du paquet entier des valeurs déclarées, soit de l'envoi lui-même.

5. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales ; toutefois, si la spoliation ou l'avarie a été constatée dans le pays de destination ou, en cas de renvoi à l'expéditeur, dans le pays d'origine, il incombe à l'Administration de ce pays de prouver :

- (a) que ni le paquet, l'enveloppe ou le sac et sa fermeture, ni l'emballage et la fermeture de l'envoi ne portaient des traces apparentes de spoliation ou d'avarie ;
- (b) que le poids constaté lors du dépôt n'a pas varié.

Lorsque pareille preuve a été faite par l'Administration de destination ou, le

cas échéant, par l'Administration d'origine, aucune des autres Administrations en cause ne peut décliner sa part de responsabilité en invoquant le fait qu'elle a livré l'envoi sans que l'Administration suivante ait formulé d'objections.

6. La responsabilité d'une Administration à l'égard des autres Administrations n'est en aucun cas engagée au-delà du maximum de déclaration de valeur qu'elle a adopté.

7. Lorsqu'une lettre avec valeur déclarée a été perdue, spoliée ou avariée dans des circonstances de force majeure, l'Administration dans le ressort territorial ou dans les services de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu n'en est responsable envers l'Administration d'origine que si les deux Administrations se chargent des risques résultant du cas de force majeure.

8. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite sur le territoire ou dans le service d'une Administration intermédiaire dont le pays n'est pas partie au présent Arrangement ou qui a adopté un maximum inférieur au montant de la perte, l'Administration d'origine supporte le dommage non couvert par l'Administration intermédiaire en vertu du paragraphe 6 du présent article et de l'article premier, paragraphe 3, de la Convention.

9. La règle prévue au paragraphe 8 est également appliquée en cas de transport maritime ou aérien si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'une Administration relevant d'un pays contractant qui n'accepte pas la responsabilité (article 11, paragraphe 2, chiffre 3^o).

10. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des Administrations responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

11. L'Administration qui a effectué le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue pour tout recours éventuel soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

Article 14

Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

1. L'article 50 de la Convention est applicable aux lettres avec valeur déclarée.

2. En cas de découverte ultérieure d'un envoi dont le contenu est reconnu comme étant de valeur inférieure au montant de l'indemnité payée, l'expéditeur doit rembourser le montant de cette indemnité contre remise de l'envoi, sans préjudice des conséquences découlant de la déclaration frauduleuse de valeur visée à l'article 3, paragraph 5.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 15**Application de la Convention**

La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement. Toutefois, par dérogation à l'article 29 de la Convention précitée, l'Administration de destination a la faculté, lorsque sa réglementation le prévoit, de faire remettre par exprès un avis d'arrivée de l'envoi et non l'envoi lui-même.

Article 16**Bureaux participant au service**

Les Administrations prennent les mesures nécessaires pour assurer, autant que possible, le service des lettres avec valeur déclarée dans tous les bureaux de leur pays.

Article 17**Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution**

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent réunir :

- (a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de dispositions nouvelles ou de la modification des dispositions des articles 1 à 8, 10 à 15, 17 et 18 du présent Arrangement et de l'article 113 de son Règlement ;
- (b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification de fond soit des dispositions du présent Arrangement autres que celles des articles qui sont mentionnés sous lettre (a), soit des dispositions des articles 101, paragraphe 2, 102 à 105, 106, paragraphes 2 à 5, 107 à 109 et 112, lettres (f) et (g), de son Règlement ;
- (c) la majorité des suffrages, s'il s'agit de la modification des autres articles du Règlement ou de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement et de son Règlement, hors le cas de différend à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la Constitution.

Article 18**Mise à exécution et durée de l'Arrangement**

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1^{er} janvier 1976 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du pays-siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays-siège du Congrès.

Fait à Lausanne, le 5 juillet 1974.

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE L'AFGHANISTAN:

Pour
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE
D'ALLEMAGNE:

Simon Rein
H. Rammann
J. Murrill

Pour
LA RÉPUBLIQUE
DE L'AFRIQUE DU SUD:

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
D'ALBANIE:


Pour
LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE:

Pour
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE:

laïque
ABD FSS E CAN
M. Abdel
Mouy
R. Amel
ch.

Pour
L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
Y COMPRIS LE TERRITOIRE
SOUS TUTELLE DES ÎLES DU
PACIFIQUE:

Pour
LE ROYAUME DE L'ARABIE SAÛDITE:

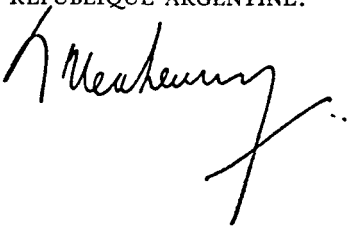


DR. ALAWI D. KAYAL

~~Ali~~ ALI'sheikh

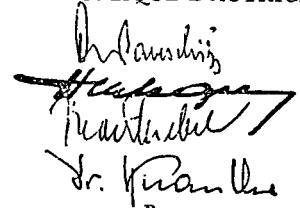
~~A.A.S.M.M.A.W~~ A.A.S.M.M.A.W

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE:



Pour
L'AUSTRALIE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE:



Pour
LE COMMONWEALTH DES BAHAMA

Pour
L'ÉTAT DE BAHRAIN:

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DU BANGLADESH:

K. R. Qudruss
K. R. Qudruss

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE:

B. Chavry

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
DE L'UNION DE BIRMANIE:

U Nu

U Nu

Pour
BARBADE:

Dennis Austin

Pour
LA BELGIQUE:

W. J. Van der Stoep

Pour
LE ROYAUME DE BHOUTAN:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU BOTSWANA:

Pour
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE
DU BRÉSIL:

José Sarney
Antônio Carlos de Góes

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE BULGARIE:

Vasil Vassilev

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI:

[Signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN:

[Signature]

Pour
LE CANADA:

Pour
LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE:

[Signature]

Pour
LE CHILI:

[Signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE CHINE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DU CONGO:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE CUBA:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU DAHOMEY:

Choum
GOUNONGBE
W. Drouot
ADOUN

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTE:

M. Solhi *Shawar*
A. Bahr / *انزات*
Awadalla Toufik / *عبدالله توفيق*
Ahmed Shams / *احمد شمس*

Pour
LE ROYAUME DE DANEMARK:

Junna Pedersen
Professeur
Torben Andersen
Boize Cordbo

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE EL SALVADOR:

A. Andrade

Pour
LES ÉMIRATS ARABES UNIS:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:

Spears
M.A. HASSI
ش. م. علي
Sh. M. Ali

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR:

[Handwritten signature]

Pour
L'ESPAGNE:

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

Pour
LE TERRITOIRE ESPAGNOL
DE L'AFRIQUE:

Pour
L'ÉTHIOPIE:

Pour
FIDJI:

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE:

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE:

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]


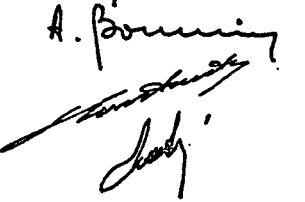
[Handwritten signature]

[Handwritten signature]


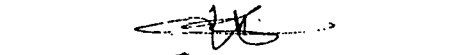
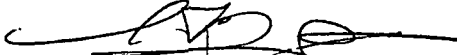

[Handwritten signature]

Pour
L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES
REPRÉSENTÉS PAR L'OFFICE FRANÇAIS
DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
D'OUTRE-MER:

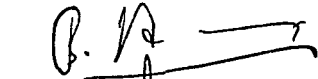
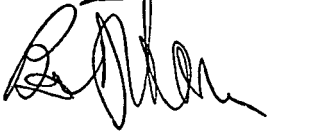
1204 CSbaque


A. Boumou




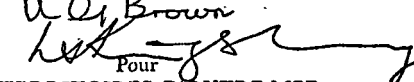
Pour
LA RÉPUBLIQUE GABONAISE:



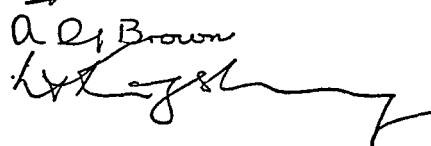
Pour
LE GHANA:

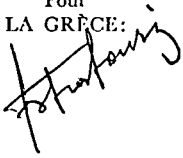
Pour
LE ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD,
ÎLES DE LA MANCHE
ET ÎLE DE MAN:

J. Wood
D. M. Elliott
A. L. Lovell ..

Heather L. P. Harrison

A. G. Brown


Pour
LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER
DONT LES RELATIONS
INTERNATIONALES
SONT ASSURÉES
PAR LE GOUVERNEMENT
DU ROYAUME-UNI
DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD:

J. Wood
D. M. Elliott
A. L. Lovell ..

Heather L. P. Harrison

A. G. Brown


Pour
LA GRÈCE:



Pour
LA RÉPUBLIQUE
DE GUINÉE ÉQUATORIALE:

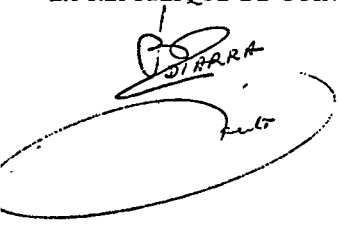
Pour
LA GUYANE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI:

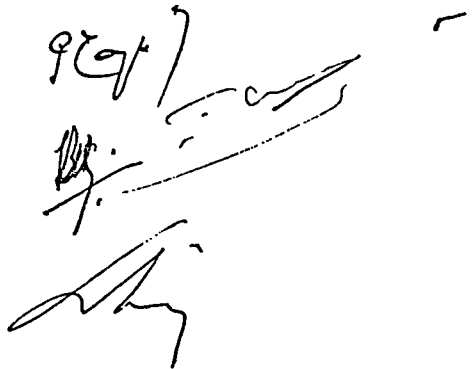
Pour
LA RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE-BISSAU:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS:

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
HONGROISE:

Pour
L'INDE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE:

Pour
L'IRAN:

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'IRAQ:

Pour
L'IRLANDE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'ISLANDE:

Pour
ISRAËL:

Pour
LE JAPON:

Abraham Kahan

水谷 芳雄

Pour
L'ITALIE:

Pour
LE ROYAUME HACHÉMITE
DE JORDANIE:

Pour
LA JAMAÏQUE:

Supersingh

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE KENYA:

*Shabaz
Nillulatai*

Pour
LA RÉPUBLIQUE KHMÈRE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE LIBANAISE:

Pour
KUWAIT:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA:

Pour
LE ROYAUME DU LAOS:

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARABE LIBYENNE:

Pour
LE ROYAUME DU LESOTHO:

Pour
LA PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN:

Pour
LE LUXEMBOURG:

Pour
LA MALAISIE:

Pour
MALAWI:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DES MALDIVES:

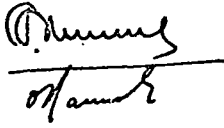
Pour
LA RÉPUBLIQUE MALGACHÉ:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU MALI:

Pour
MALTE:

Pour
LE ROYAUME DU MAROC:

Pour
MAURICE:

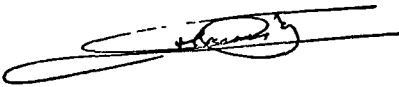


Pour
LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE
DE MAURITANIE:



Pour
LES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE:

Pour
LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO:



Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE MONGOLIE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE NAURU:

Pour
LE NÉPAL:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DU NIGER:

Gabriel

Pour
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DE NIGÉRIA:

J. K. ...

Pour
LA NORVÈGE:

R. ...
E. ...
K. ...
A. ...

Pour
LA NOUVELLE-ZÉLANDE:

E. ...
A. B. James
J. ...

Pour
LE SULTANAT D'OMAN:

Pour
L'OUGANDA:

... Musundi
Emmy J. Owagoge

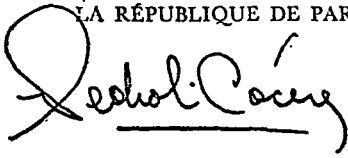
Pour
LE PAKISTAN:

S. A. Mahmud

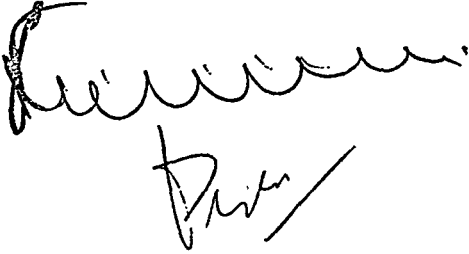
Rahur
... K. ...

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA:

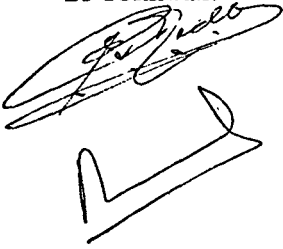
Pour
LA RÉPUBLIQUE DE PARAGUAY:



Pour
LES PAYS-BAS:



Pour
LES ANTILLES NÉERLANDAISES
ET SURINAM:



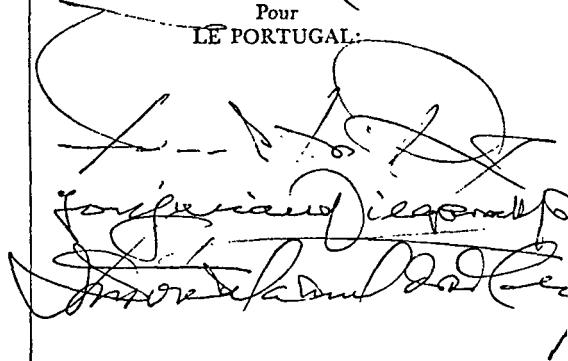
Pour
LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DES PHILIPPINES:

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE POLOGNE:



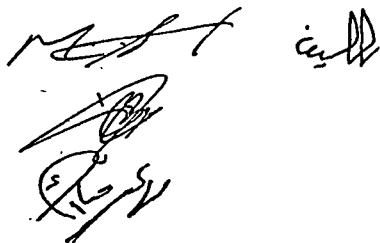
Pour
LE PORTUGAL:



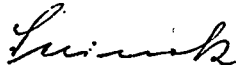
Pour
LES PROVINCES PORTUGAISES
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE:

Pour
LES PROVINCES PORTUGAISES
DE L'AFRIQUE ORIENTALE,
DE L'ASIE ET DE L'OcéANIE:

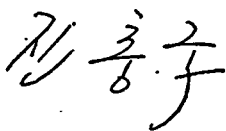
Pour
L'ÉTAT DE QATAR:

Handwritten signatures for the State of Qatar, including a large signature at the top and two smaller ones below.

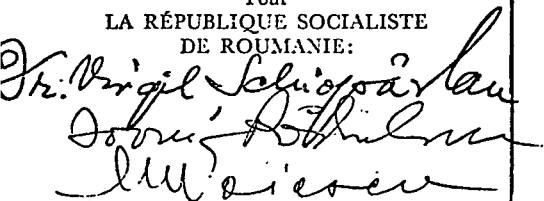
Pour
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
ALLEMANDE:

Handwritten signature for the German Democratic Republic.

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DÉMOCRATIQUE DE CORÉE:

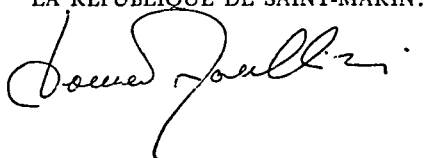
Handwritten signature for the Democratic People's Republic of Korea.

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
DE ROUMANIE:

Handwritten signatures for the Socialist Republic of Romania, including the name 'St. Virgil Selișoaru' and other illegible signatures.

Pour
LA RÉPUBLIQUE RWANDAISE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN:

Handwritten signature for the Republic of San Marino.

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL:

Handwritten signature for the Republic of Senegal, featuring a large, stylized signature.

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE SIERRA LEONE:

Handwritten signature for the Republic of Sierra Leone.

Pour
SINGAPOUR:

P. A. M.

Pour
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DE SOMALIE:

Y. M.
M. M.

Pour
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU SOUDAN:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE SRI LANKA
(CEYLAN):

V. G. ~~*J. M.*~~

Pour
LA SUÈDE:

A. J.
K. M.
L. M.

Pour
LA CONFÉDÉRATION SUISSE:

H. M.
V. M.
J. M.

Pour
LE ROYAUME DU SWAZILAND:

A. M.
J. M.
E. M.

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE:

~~Atalaku~~
~~Yabji~~
Dellau
H. A. C.

Pour
LA RÉPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE:

insanji

Atjournat

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU TCHAD:

A. Loanus

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
TCHÉCOSLOVAQUE:

Novak

Pour
LA THAÏLANDE:

Chao Chongwa

Pour
LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE:

~~AP
Eulau~~

~~Espeaux~~

Pour
LE ROYAUME DES TONGA:

Lhu Tin

Pour
TRINITÉ ET TOBAGO:

Pour
L'UNION DES RÉPUBLIQUES
SOCIALISTES SOVIÉTIQUES:

Pour
LA TUNISIE:

[Handwritten signature]
[Handwritten signature] *U.S.S.R.*
[Handwritten signature] *U.S.S.R.*

[Large handwritten signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE
DE L'URUGUAY:

[Handwritten signature]

Pour
LA TURQUIE:

[Handwritten signature]

Pour
L'ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN:

[Handwritten signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
SOVIÉTIQUE D'UKRAINE:

[Handwritten signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE VÉNÉZUÉLA:

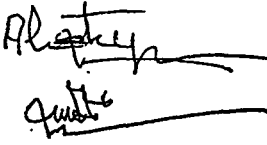
Pour
LA RÉPUBLIQUE DU VIÊT-NAM:



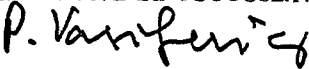
Pour
LA RÉPUBLIQUE ARABE DU YÉMEN:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
POPULAIRE DU YÉMEN:



Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
FÉDÉRATIVE DE YOUGOSLAVIE:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DU ZAÏRE:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DE ZAMBIE:

PROTOCOLE FINAL
DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES LETTRES AVEC VALEUR
DÉCLARÉE

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement concernant les lettres avec valeur déclarée conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

Article unique

Objets passibles de droits de douane

Par référence à l'article 5, les Administrations postales de la République populaire du Bangladesh, de la République populaire de Chine, de la République de El Salvador et de la République socialiste fédérative de Yougoslavie n'acceptent pas les lettres avec valeur déclarée contenant des objets passibles de droits, de douane.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de l'Arrangement auquel il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du pays-siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays-siège du Congrès.

Fait à Lausanne, le 5 juillet 1974.

Signatures

(Les mêmes pays qu'aux pages 15 à 35)

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES LETTRES AVEC VALEUR DÉCLARÉE

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art.

101. Renseignements à fournir par les Administrations

CHAPITRE II

CONDITIONS D'ADMISSION. DÉPÔT

102. Conditionnement

103. Déclaration de valeur

104. Contrôle douanier

105. Rôle du bureau d'origine

CHAPITRE III

ECHANGE DES LETTRES AVEC VALEUR DÉCLARÉE

106. Voies et modes de transmission

107. Opérations au bureau d'échange expéditeur

108. Opérations au bureau d'échange réceptionnaire ou au bureau de destination

109. Livraison d'une lettre avec valeur déclarée spoliée ou avariée

110. Réexpédition. Envois non distribuables

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

111. Modification d'adresse

112. Application du Règlement d'exécution de la Convention

113. Mise à exécution et durée du Règlement

ANNEXES

Formules: voir la « Liste des formules »

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT LES LETTRES AVEC VALEUR DÉCLARÉE

Les soussignés, vu l'article 22, paragraphe 5, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, au nom de leurs Administrations postales respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les lettres avec valeur déclarée:

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 101

Renseignements à fournir par les Administrations

1. Les Administrations des pays contractants qui entretiennent des échanges directs se notifient mutuellement, au moyen de tableaux conformes au modèle VD 1 ci-annexé, les renseignements concernant l'échange des lettres avec valeur déclarée.

2. Trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution, les Administrations doivent communiquer aux autres Administrations par l'intermédiaire du Bureau international:

- (a) le tarif des taxes d'assurance applicable, dans leur service, aux lettres avec valeur déclarée, en conformité de l'article 7 de l'Arrangement;
- (b) le maximum jusqu'à concurrence duquel elles admettent la déclaration de valeur par les voies de surface et aérienne;
- (c) le cas échéant, la liste de leurs bureaux qui participent au service;
- (d) le cas échéant, ceux de leurs services maritimes ou aériens réguliers, utilisés pour le transport des envois ordinaires de la poste aux lettres, qui peuvent être affectés, avec garantie de responsabilité, au transport des lettres avec valeur déclarée.

3. Toute modification ultérieure doit être notifiée sans retard.

CHAPITRE II

CONDITIONS D'ADMISSION. DÉPÔT

Article 102

Conditionnement

1. Les lettres avec valeur déclarée doivent remplir les conditions suivantes pour être admises à l'expédition:

- (a) elles doivent être scellées soit par des cachets identiques à la cire, soit par des plombs, soit par un autre moyen efficace, avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur;
- (b) les enveloppes ou les emballages doivent être solides et permettre la parfaite adhérence des scellés; les enveloppes doivent être confectionnées d'une seule pièce; il est interdit d'employer des enveloppes ou des emballages entièrement transparents ou à panneau transparent;
- (c) le conditionnement doit être tel qu'il ne puisse être porté atteinte au contenu sans endommager d'une manière apparente l'enveloppe, l'emballage ou les scellés;
- (d) les scellés, les timbres-poste représentant l'affranchissement et les étiquettes se rapportant au service postal et autres services officiels doivent être espacés afin qu'ils ne puissent servir à masquer des lésions de l'enveloppe ou de l'emballage; les timbres-poste et les étiquettes ne doivent pas être repliés sur les deux faces de l'enveloppe ou de l'emballage de manière à couvrir une bordure. Il est interdit d'apposer sur les lettres avec valeur déclarée des étiquettes autres que celles qui se rapportent soit au service postal, soit à des services officiels dont l'intervention pourrait être requise en vertu de la législation nationale du pays d'origine;
- (e) si elles sont entourées d'un croisé de ficelle et scellées de la manière indiquée sous lettre (a), il n'est pas nécessaire de sceller la ficelle elle-même.

2. Les lettres avec valeur déclarée qui se présentent extérieurement sous forme de boîtes doivent remplir les conditions supplémentaires suivantes:

- (a) être en bois, en métal ou en matière plastique et suffisamment résistantes;
- (b) les parois des boîtes en bois doivent avoir une épaisseur minimale de 8 millimètres;
- (c) les faces supérieure et inférieure doivent être recouvertes de papier blanc pour recevoir l'adresse du destinataire, la déclaration de la valeur et l'empreinte des timbres de service; ces boîtes doivent être scellées sur les quatre faces latérales, de la manière indiquée au paragraphe 1, lettre (a); si cela est nécessaire pour en assurer l'inviolabilité, les boîtes doivent être entourées d'un croisé de ficelle solide, sans noeuds, les deux bouts étant réunis sous un cachet en cire portant une empreinte particulière de l'expéditeur.

3. En outre, les dispositions ci-après sont applicables:

- (a) l'affranchissement peut être représenté par la mention en chiffres, de la somme perçue, exprimée en monnaie du pays d'origine, sous la forme par exemple: «Taxe perçue: fr ... c ...»; cette mention doit être portée à l'angle supérieur droit de la suscription et être appuyée d'une empreinte du timbre à date du bureau d'origine;
- (b) les envois adressés sous des initiales ou dont l'adresse est indiquée au crayon ainsi que ceux qui portent des ratures ou surcharges dans leur suscription ne sont pas admis; les envois de l'espèce qui auraient été admis à tort sont obligatoirement renvoyés au bureau d'origine.

Article 103

Déclaration de valeur

1. La valeur déclarée doit être exprimée dans la monnaie du pays d'origine et être inscrite, par l'expéditeur ou son mandataire, au-dessus de l'adresse de l'envoi, en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvée; l'indication relative au montant de la valeur déclarée ne peut être faite ni au crayon, ni au crayon-encre.

2. Le montant de la valeur déclarée doit être converti en francs-or par l'expéditeur ou par le bureau d'origine; le résultat de la conversion arrondi, le cas échéant, au franc supérieur doit être indiqué en chiffres à côté ou au-dessous de ceux qui représentent la valeur en monnaie du pays d'origine; le montant en francs-or doit être souligné d'un fort trait au crayon de couleur; la conversion n'est pas opérée dans les relations directes entre pays ayant une monnaie commune.

3. Lorsque des circonstances quelconques ou lorsque les déclarations des intéressés permettent de constater l'existence d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle insérée dans une lettre, avis en est donné à l'Administration d'origine dans le plus bref délai et, le cas échéant, avec les pièces de l'enquête à l'appui.

Article 104

Contrôle douanier

Les lettres avec valeur déclarée à soumettre au contrôle douanier doivent être traitées selon l'article 116, paragraphes 1 et 2, du Règlement d'exécution de la Convention.

Article 105

Rôle du bureau d'origine

1. Dès que le bureau d'origine a reconnu acceptable une lettre avec valeur déclarée, il procède aux opérations ci-après:

- (a) il inscrit le poids exact en grammes sur l'envoi à l'angle supérieur gauche de la suscription;
- (b) il appose du côté de la suscription une empreinte du timbre indiquant le bureau et la date de dépôt;
- (c) il le revêt d'une étiquette rose conforme au modèle VD 2 ci-annexé et portant, en caractères latins, la lettre « V », le nom du bureau d'origine et le numéro d'ordre de l'envoi; toutefois, les Administrations ont la faculté de remplacer cette étiquette par l'étiquette C 4 prévue à l'article 130, paragraphe 4, du Règlement d'exécution de la Convention, et une étiquette rose, de petites dimensions, portant en caractères très apparents la mention « Valeur déclarée ».

2. Aucun numéro d'ordre ne doit être porté au recto des lettres avec valeur déclarée par les Administrations intermédiaires.

CHAPITRE III

ECHANGE DES LETTRES AVEC VALEUR DÉCLARÉE

Article 106

Voies et modes de transmission

1. Au moyen des tableaux VD 1 reçus de ses correspondants, chaque Administration détermine les voies à employer pour la transmission de ses lettres avec valeur déclarée.

2. La transmission des lettres avec valeur déclarée entre pays limitrophes ou reliés entre eux au moyen d'un service maritime ou aérien direct est effectuée par les bureaux d'échange que les deux Administrations intéressées désignent d'un commun accord.

3. Dans les rapports entre pays séparés par un ou plusieurs services intermédiaires, les lettres avec valeur déclarée doivent suivre la voie la plus directe. Toutefois, les Administrations intéressées peuvent également s'entendre pour assurer la transmission à découvert par des voies détournées, au cas où la transmission par la voie la plus directe ne comporterait pas la garantie de responsabilité sur tout le parcours.

4. Suivant les convenances du service, les envois peuvent être expédiés dans des dépêches closes ou être livrés à découvert à la première Administration intermédiaire, si celle-ci est à même d'assurer la transmission dans les conditions prévues par les tableaux VD 1; toutefois, chaque Administration intermédiaire a le droit, lorsqu'elle constate que le nombre des envois à découvert est de nature à entraver ses opérations, d'exiger que les lettres avec valeur déclarée lui soient livrées dans des dépêches closes formées par l'Administration d'origine pour les bureaux d'échange du pays de destination.

5. Est réservée aux Administrations d'origine et de destination la faculté de s'entendre entre elles, pour échanger les lettres avec valeur déclarée en dépêches closes, au moyen des services d'un ou de plusieurs pays intermédiaires participant ou non à l'Arrangement. Les Administrations intermédiaires doivent être prévenues en temps utile.

Article 107

Opérations au bureau d'échange expéditeur

1. Le bureau d'échange expéditeur inscrit les lettres avec valeur déclarée sur des feuilles d'envoi spéciales conformes au modèle VD 3 ci-annexé avec tous

les détails que comportent ces formules; la mention « Exprès » ou « Par avion » est portée dans la colonne « Observations » en regard de l'inscription des envois à remettre par exprès ou des envois-avion.

2. Les lettres avec valeur déclarée forment avec la ou les feuilles d'envoi un ou plusieurs paquets spéciaux qui sont ficelés entre eux, enveloppés de papier solide, ficelés extérieurement et cachetés à la cire fine sur tous les plis, au moyen du cachet du bureau d'échange expéditeur; ces paquets portent la mention « Valeurs déclarées ».

3. Au lieu d'être réunies en un paquet, les lettres avec valeur déclarée peuvent être insérées dans une enveloppe de papier fort, fermée au moyen de cachets de cire.

4. Les paquets ou enveloppes de valeurs déclarées peuvent aussi être fermés au moyen de cachets gommés portant l'indication imprimée de l'Administration d'origine de la dépêche, à moins que l'Administration de destination de la dépêche n'exige qu'ils soient cachetés à la cire ou plombés. Une empreinte du timbre à date du bureau expéditeur doit être apposée sur le cachet gommé de manière qu'elle figure à la fois sur celui-ci et sur l'emballage.

5. Si le nombre ou le volume des lettres avec valeur déclarée le nécessite, elles peuvent être insérées dans un sac convenablement clos et cacheté à la cire ou plombé.

6. La présence des enveloppes, paquets ou sacs contenant les lettres avec valeur déclarée est signalée au tableau III de la feuille d'avis du modèle C 12 (annexé au Règlement d'exécution de la Convention); lorsque la dépêche ne contient pas d'enveloppes, de paquets ou de sacs avec valeur déclarée, la mention « Néant » est portée à ce tableau.

7. Les feuilles d'avis C12 relatives à des dépêches contenant des lettres avec valeur déclarée sont placées dans une enveloppe de couleur rose.

8. Le paquet, l'enveloppe ou le sac contenant les lettres avec valeur déclarée est inséré dans le paquet ou le sac contenant les envois recommandés ou, à défaut de ceux-ci, dans le paquet ou le sac renfermant normalement lesdits envois; lorsque les envois recommandés sont renfermés dans plusieurs sacs, le paquet, l'enveloppe ou le sac contenant les lettres avec valeur déclarée doit être placé dans le sac au col duquel est fixée l'enveloppe spéciale renfermant la feuille d'avis.

9. Le sac extérieur contenant des lettres avec valeur déclarée doit être en parfait état et pourvu, si possible, à son bord supérieur, d'un bourrelet empêchant l'ouverture illicite sans que cela laisse des traces visibles.

Article 108**Opérations au bureau d'échange réceptionnaire ou au bureau de destination**

1. A l'arrivée d'une dépêche contenant des lettres avec valeur déclarée, le bureau d'échange procède aux opérations ci-après :

- (a) il s'assure que le sac extérieur et le paquet, l'enveloppe ou le sac intérieur contenant des lettres avec valeur déclarée ne présentent aucune anomalie quant à leur état extérieur et que leur confection a eu lieu selon l'article 107;
- (b) il procède au pointage du nombre des lettres avec valeur déclarée et à la vérification individuelle de celles-ci;
- (c) il procède à la rectification ou à la réexpédition des feuilles d'envoi en se conformant à l'article 158, paragraphes 3, 5 à 7 et 9 à 13, du Règlement d'exécution de la Convention relatif aux envois recommandés;
- (d) il vérifie si la dépêche est arrivée dans l'ordre de son expédition.

2. Les irrégularités font immédiatement l'objet de réserves envers le service cédant.

3. La constatation d'un manquant, d'une altération ou de toutes autres irrégularités de nature à engager la responsabilité des Administrations est immédiatement signalée par télex ou télégramme au bureau d'échange expéditeur ou au service intermédiaire. En outre, un procès-verbal conforme au modèle VD 4 ci-annexé est établi. L'état dans lequel l'emballage de la dépêche a été trouvé doit y être indiqué. A moins d'impossibilité motivée, le sac, l'enveloppe, la ficelle et les cachets ou plombs ainsi que tous les paquets ou sacs intérieurs et extérieurs dans lesquels les lettres avec valeur déclarée étaient insérées sont gardés intacts pendant six semaines à compter de la date de la vérification et sont transmis à l'Administration d'origine si celle-ci le demande. Le procès-verbal est envoyé, sous recommandation, à l'Administration centrale du pays auquel appartient le bureau d'échange expéditeur, indépendamment du bulletin de vérification à transmettre immédiatement à ce bureau. Un double du procès-verbal est en même temps adressé soit à l'Administration centrale à laquelle ressortit le bureau d'échange réceptionnaire, soit à tout autre organe de direction désigné par elle.

4. Sans préjudice de l'application des dispositions du paragraphe 3, le bureau d'échange qui reçoit d'un bureau correspondant un envoi avarié ou insuffisamment emballé doit y donner cours en observant les règles suivantes :

- (a) s'il s'agit d'un dommage léger ou d'une destruction partielle des cachets, il suffit de cacheter l'envoi de nouveau pour assurer le contenu, à la condition toutefois que, de toute évidence, le contenu ne soit ni endommagé, ni, d'après la constatation du poids, amoindri. Les cachets existants doivent être respectés; s'il y a lieu, les envois doivent être remballés en maintenant autant que possible l'emballage primitif;
- (b) si l'état de l'envoi est tel que le contenu ait pu en être soustrait, le bureau doit procéder à l'ouverture d'office de l'envoi et à la vérification du contenu; le résultat de cette vérification doit faire l'objet d'un

procès-verbal VD 4 dont une copie est jointe à l'envoi; celui-ci est remballé;

- (c) dans tous les cas, le poids de l'envoi à l'arrivée et le poids après réfection doivent être constatés et indiqués sur l'enveloppe; cette indication est suivie de la mention « Cacheté d'office à ... » ou « Remballé à ... », d'une empreinte du timbre à date et de la signature des agents ayant apposé les cachets ou effectué le remballage.

5. Toute lettre avec valeur déclarée non ou insuffisamment affranchie est remise sans taxe au destinataire, sauf le cas visé à l'article 31, paragraphe 5, de la Convention; l'irrégularité est toutefois signalée, par bulletin de vérification, au bureau d'origine de l'envoi.

6. Le bureau de destination applique, au verso de chaque lettre avec valeur déclarée, une empreinte de son timbre indiquant la date de réception.

Article 109

Livraison d'une lettre avec valeur déclarée spoliée ou avariée

1. Dans les cas prévus à l'article 11, paragraphe 1, lettres (a) et (b), de l'Arrangement, le bureau effectuant la livraison établit un procès-verbal VD 4 de vérification contradictoire et le fait contresigner, autant que possible, par le destinataire. Une copie du procès-verbal est remise au destinataire ou, en cas de refus de l'envoi ou de réexpédition, annexée à celui-ci. Une copie est conservée par l'Administration qui a établi le procès-verbal.

2. La copie du procès-verbal VD 4 établi conformément à l'article 108, paragraphe 4, lettre (b), est annexée à l'envoi et traitée, en cas de livraison, selon la réglementation du pays de destination; en cas de refus de l'envoi, elle reste annexée à celui-ci.

3. Lorsque la réglementation intérieure l'exige, un envoi traité conformément au paragraphe 1 est renvoyé à l'expéditeur si le destinataire refuse de contresigner le procès-verbal VD 4.

Article 110

Réexpédition. Envois non distribuables

1. Toute lettre avec valeur déclarée, dont le destinataire est parti pour un autre pays, peut être réexpédiée si ce pays exécute le service dans ses relations avec celui de la première destination. Si tel n'est pas le cas, l'envoi est renvoyé immédiatement à l'Administration d'origine pour être rendu à l'expéditeur.

2. Les lettres avec valeur déclarée non distribuées doivent être renvoyées dès que possible et au plus tard dans les délais fixés à l'article 32 de la Convention; ces envois sont inscrits sur la feuille VD 3 et compris dans le paquet, l'enveloppe ou le sac étiqueté « Valeurs déclarées ».

3. Les droits de douane et autres droits dont l'annulation n'a pu être obtenue lors de la réexpédition ou du renvoi à l'origine sont recouvrés sur l'Administration de la nouvelle destination dans les conditions prévues à l'article 137, paragraphe 8, du Règlement d'exécution de la Convention.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 111

Modification d'adresse

1. Toute demande de modification d'adresse formulée par la voie télégraphique doit être confirmée postalement, par le premier courrier, dans la forme prévue à l'article 140, paragraphe 1, lettre (a), du Règlement d'exécution de la Convention; la formule C 7 visée audit article doit alors porter en tête, en caractères très apparents, la mention « Confirmation de la demande télégraphique du ... »; en attendant cette confirmation, le bureau de destination se borne à retenir l'envoi.

2. Toutefois, l'Administration de destination peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à la demande télégraphique sans attendre la confirmation postale.

Article 112

Application du Règlement d'exécution de la Convention

Sont applicables aux lettres avec valeur déclarée, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent Règlement, les dispositions du Règlement d'exécution de la Convention et, plus particulièrement, les articles suivants:

- (a) articles 117 et 136: Envois francs de taxes et de droits;
- (b) article 131: Avis de réception;
- (c) article 132: Remise en main propre;
- (d) articles 134 et 153: Envois exprès;
- (e) articles 140 et 141: Retrait. Modification d'adresse, complétés par l'article 111 du présent Règlement;
- (f) articles 143 et 144: Réclamations;
- (g) articles 163 à 176: Frais de transit et frais terminaux;
- (h) article 181: Liquidation des comptes afférents aux envois francs de taxes et de droits; toutefois, les Administrations qui déclarent ne pouvoir adhérer au mode de règlement prévu par ledit article doivent indiquer les dispositions qu'elles désirent adopter.

Article 113

Mise à exécution et durée du Règlement

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les lettres avec valeur déclarée.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Lausanne, le 5 juillet 1974.

Signatures

(Les mêmes pays qu'aux pages 15 à 35)

LISTE DES FORMULES

No. 1	Dénomination ou nature de la formule 2	Références 3
VD 1	Tableau VD 1.....	art. 101, par. 1
VD 2	Etiquette "V" combinée avec le nom du bureau d'origine et le numéro de l'envoi	art. 105, par. 1, lettre (c)
VD 3	Feuille d'envoi des lettres avec valeur déclarée.....	art. 107, par. 1
VD 4	Procès-verbal concernant la perte, la spoliation, l'avarie ou des irrégularités d'une lettre avec valeur déclarée.....	art. 108, par. 3

ANNEXES

Formules VD 1 à VD 4

Administration des postes

VD 1

TABLEAU VD 1

Pays pour lesquels l'Administration susmentionnée accepte en transit les lettres avec valeur déclarée aux conditions indiquées ci-dessous

Numéro courant	Pays de destination	Voies de transmission	Désignation des pays intermédiaires et des services maritimes à employer	Limite de la déclaration de valeur	Observations
1	2	3	4	5	6

Administration expéditeur



VD 3

Bureau d'échange expéditeur

FEUILLE D'ENVOI
Lettres avec valeur déclarée

Bureau d'échange de destination	Date d'expédition	l'heure	Dépêche n°
	N° de la feuille d'envoi		

Numéro		Bureau d'origine	Lieu de destination	Montant de la valeur déclarée	Observations
courant	de l'envoi				
1	2	3	4	5	6
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					

Timbre du bureau d'échange expéditeur Signature des agents		Timbre du bureau d'échange de destination Signature des agents	
---	---	---	---

Administration des postes

PROCÈS-VERBAL
 Lettre avec valeur déclarée

VD 4 (recto)

A transmettre sous recommandation

Bureau qui dresse le procès-verbal		Date	Reliance
Motif du procès-verbal	<input type="checkbox"/> Perte <input type="checkbox"/> Spoliation <input type="checkbox"/> Avarie <input type="checkbox"/> Irrégularités		
Dépôt de l'envoi	Bureau		
	Date	N°	
Expéditeur	Nom et adresse complète		
		
		
Destinataire	Nom et adresse complète		
		
		
Mentions spéciales	Valeur déclarée		
	Montant de remboursement et monnaie		
	Autres mentions		
Poids	Poids indiqué		Poids constaté
	Description		
Emballage		
		
		
	Nombre de cochetts		
	Signe particulier des cochetts		
Dépêche de transmission de l'envoi	L'emballage doit être considéré comme		
	<input type="checkbox"/> réglementaire		<input type="checkbox"/> non réglementaire
	Numero	Date d'expédition	Heure
	Bureau expéditeur		
	Date d'arrivée	Heure	
	Bureau de destination		
	L'envoi était renfermé dans un sac		
<input type="checkbox"/> intérieur		<input type="checkbox"/> extérieur	
La fermeture (plombage) du sac était			
<input type="checkbox"/> intacte		<input type="checkbox"/> non intacte	
Mode d'acheminement	N° ou numéro		
	<input type="checkbox"/> Ambulant		
	<input type="checkbox"/> Fourgon		
	<input type="checkbox"/> Paquetbot		
<input type="checkbox"/> Ligne aérienne			

VD 4 (verso)

Contenu	<input type="checkbox"/> D'après les indications de la facture <input type="checkbox"/> D'après la déclaration en douane <input type="checkbox"/> Suivant le destinataire ou l'expéditeur
	Le contenu a été examiné en présence <input type="checkbox"/> du destinataire <input type="checkbox"/> de l'expéditeur Contenu consulté à l'examen
	Contenu manquant
	_____ _____ _____
Estimation du dommage	<input type="checkbox"/> Suivant le destinataire <input type="checkbox"/> Suivant l'expéditeur Le dommage causé est estimé à un montant de
Cause	Le dommage est attribuable à _____ _____ _____
Traitement ultérieur de l'envoi	<input type="checkbox"/> Après remballage et pesage l'envoi a été réacheminé sur sa destination Nouveau poids _____ <input type="checkbox"/> Le contenu a été détruit par les soins du bureau soussigné <input type="checkbox"/> L'emballage est conservé ici <input type="checkbox"/> Le destinataire refuse l'envoi <input type="checkbox"/> L'expéditeur refuse l'envoi <input type="checkbox"/> Le destinataire a accepté l'envoi <input type="checkbox"/> L'expéditeur a accepté l'envoi Montant de l'indemnité demandée
Annexes au procès-verbal	<input type="checkbox"/> Emballage <input type="checkbox"/> Récipient <input type="checkbox"/> Ficelle <input type="checkbox"/> Cachets <input type="checkbox"/> Plombs de fermeture <input type="checkbox"/> Etiquette
Signature du destinataire ou de l'expéditeur	_____ _____
Attestation. En foi de quoi nous avons dressé le présent procès-verbal dont un double a été transmis à l'organe indiqué ci-dessous.	
Organe auquel le procès-verbal doit être transmis	
Timbre du bureau qui établit le procès-verbal et date Signature des agents postaux	

INSURED LETTERS AGREEMENT

CONTENTS

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

Art.

1. Purpose of the Agreement
2. *Insured letters*
3. Insured value

CHAPTER II

CONDITIONS OF ADMISSION

4. Conditions of weight and size
5. Prohibitions
6. Treatment of items wrongly admitted

CHAPTER III

CHARGES AND FEES

7. Charges
8. Free postage
9. Import-export regulations and fees

CHAPTER IV

LIABILITY

10. Principles and extent of the liability of postal administrations
11. Non-liability of postal administrations
12. Sender's liability
13. Determination of liability between postal administrations
14. Possible recovery of the indemnity from the sender or the addressee

CHAPTER V

MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

15. Application of the Convention
16. Offices participating in the service

Art.

17. Conditions of approval of proposals concerning this Agreement and its Detailed Regulations
18. Entry into force and duration of the Agreement

FINAL PROTOCOL TO THE INSURED LETTERS AGREEMENT

Art. I Articles subject to customs duty

INSURED LETTERS AGREEMENT

The undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of member countries of the Union, having regard to article 22, § 4, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964⁽¹⁾, have, by common consent and subject to article 25, § 3, of the Constitution, drawn up the following Agreement.

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

Article 1

Purpose of the Agreement

This Agreement shall govern the exchange of insured letters between contracting countries.

Article 2

Insured letters

1. Letters containing securities, valuable documents or articles *and called "insured letters"* may be exchanged with insurance of the contents for the value declared by the sender.

Article 3

Insured value

1. In principle, the amount of the insured value shall be unlimited.
2. Nevertheless, every administration may limit the insured value, so far as it is concerned, to an amount which may not be less than 5000 francs, or to the amount adopted in its internal service if that amount is less than 5000 francs.
3. In the service between countries which have adopted different maxima, the lower limit shall be observed by both.
4. The insured value may not exceed the actual value of the contents of the item, but it shall be permissible to insure only part of that value; the amount of the insurance for papers whose value resides in the cost of their preparation may not exceed the cost of replacing the documents in case of loss.

⁽¹⁾ Treaty Series No. 70 (1966), Cmnd. 3141.

5. Fraudulent insurance for a value greater than the actual value of the contents of an item shall be liable to the legal proceedings prescribed by the legislation of the country of origin.

CHAPTER II

CONDITIONS OF ADMISSION

Article 4

Conditions of weight and size

Insured *letters* shall be subject to the conditions of weight and size applicable to ordinary letters. Those whose dimensions are smaller than the minima fixed for letters in article 19, § 6, of the Convention shall not be admitted.

Article 5

Prohibitions

The insertion in insured *letters* of the following articles shall be prohibited:

- (a) articles which, by their nature or their packing, may expose officials to danger, or soil or damage letter-post items or postal equipment;
- (b) opium, morphine, cocaine and other narcotics; however, this prohibition shall not apply to consignments sent for a medical or scientific purpose to countries which admit them on this condition;
- (c) live animals;
- (d) explosive, flammable or dangerous substances;
- (e) obscene or immoral articles;
- (f) articles of which the importation or the circulation is prohibited in the country of destination.

Article 6

Treatment of items wrongly admitted

1. Any insured *letter* which does not satisfy the provisions of article 4 and which has been wrongly admitted shall be returned to the administration of origin; nevertheless the administration of destination shall be authorized to deliver it to the addressee, applying to it the charges prescribed in article 19, § 20, of the Convention.

2. Any insured *letter* containing articles mentioned in article 5 which has been wrongly admitted to the post shall be dealt with according to the legislation of the country of the administration establishing the presence of those articles; however, those containing articles listed in subparagraphs (b), (d) and (e) of the

said article shall in no circumstances be forwarded to their destination, delivered to the addressees or returned to origin.

3. When a wrongly admitted insured *letter* is neither returned to origin nor delivered to the addressee, the administration of origin must be informed exactly how the *letter* has been dealt with.

CHAPTER III

CHARGES AND FEES

Article 7

Charges

1. The following charges on insured letters shall be collected from the sender in advance:

- (a) postage charge;
- (b) fixed registration charge;
- (c) insurance charge.

2. The scale of those charges shall be as follows:

Postage charge 1	Fixed registration charge 2	Insurance charge 3
Charge calculated in accordance with the provisions of article 19 of the Convention and as appropriate article III of its Final Protocol	Charge fixed under article 21 (n), of the Convention or <i>corresponding charge in the internal service if this is higher or, exceptionally, a charge of 3 francs at most</i>	At most <i>1 franc</i> for each 200 francs of insured value or fraction thereof or $\frac{1}{2}\%$ of the scale of the insured value, whatever the country of destination, even in countries which undertake to cover risks of <i>force majeure</i> or up to the charge collected in the internal service, if that charge is higher

3. In addition to the charges referred to in § 1, *the special charges mentioned in article 21 of the Convention* may be collected on insured letters *when applicable thereto*.

4. *Administrations may also collect from the senders or from the addressees, special charges in accordance with their internal legislation to take account of any exceptional security measures taken with regard to insured letters.*

Article 8

Free postage

Insured letters on postal service exchanged either between postal administrations or between administrations and the International Bureau shall be exempted from all postal charges.

Article 9

Import-export regulations and fees

1. Insured *letters* shall be subject to the legislation of the country of origin as regards export regulations and fees; they shall be subject to the legislation of the country of destination as regards import regulations and fees and customs control.

2. Fiscal fees and assay charges due on import shall be collected from the addressee at the time of delivery; if for any reason an insured *letter* is redirected to another country participating in the service or returned to the office of origin, the fees and charges which cannot be cancelled on re-export shall be collected from the addressee or the sender.

CHAPTER IV

LIABILITY

Article 10

Principle and extent of liability of postal administrations

1. Postal administrations shall be liable for the loss of, theft from or damage to insured *letters*, except as provided for in article 11. Their liability shall be as binding for *letters* conveyed *à découvert* as for those forwarded in closed mails.

2. The sender shall be entitled to an indemnity corresponding, in principle, to the actual amount of the loss, theft or damage; indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration. However, this indemnity may in no case exceed the amount of the insured value in gold francs. In case of redirection or return to origin by surface of an insured air *letter*, liability shall be limited, for the second journey, to that applicable to items sent by that route.

3. Notwithstanding § 2, the addressee shall be entitled to the indemnity after delivery of a rifled or damaged insured *letter*.

4. The indemnity shall be calculated according to the current price, converted into gold francs, of articles of value of the same kind, at the place and

time at which they were accepted for conveyance; failing a current price, the indemnity shall be calculated according to the ordinary value of articles whose value is assessed on the same bases.

5. When an indemnity is due for the loss, total theft or total damage of an insured *letter*, the sender, or, by application of § 3, the addressee, shall also be entitled to repayment of the charges and fees paid, with the exception of the insurance charge which shall be retained in every case by the administration of origin.

6. The sender may waive his rights as prescribed in § 2 in favour of the addressee. Conversely, the addressee may waive his rights as prescribed in § 3 in favour of the sender. The sender or the addressee may authorize a third party to receive the indemnity *if internal legislation allows this*.

Article 11

Non-liability of postal administrations

1. Postal administrations shall cease to be liable for insured *letters* which they have delivered according either to the conditions laid down in their internal regulations for items of the same kind, or those set out in article 11, § 3 of the Convention; liability shall, however, be maintained:

- (a) when theft or damage is discovered either before delivery or at the time of delivery of the item or when, internal legislation permitting, the addressee, or the sender if it is returned to origin, makes reservations in taking delivery of a rifled or damaged item;
- (b) when the addressee or, in the case of return to origin, the sender, although having given a proper discharge, notifies the delivery administration without delay that he has found damage and furnishes proof that the theft or damage did not occur after delivery.

2. Postal administration shall not be liable:

- (i) for the loss, theft or damage of insured *letters*:
 - (a) in case of *force majeure*. The administration in whose service the loss, theft or damage occurred shall decide according to the laws of its country, whether the loss, theft or damage was due to circumstances amounting to *force majeure*; these circumstances shall be communicated to the administration of the country of origin, if the latter administration so requests. Nevertheless, the administration of the dispatching country shall still be liable if it has undertaken to cover risks of *force majeure*;
 - (b) when they cannot account for items owing to the destruction of official records by *force majeure* provided that proof of their liability has not been otherwise produced;
 - (c) when the damage has been caused by the fault or negligence of the sender or arises from the nature of the contents of the item;
 - (d) in the case of items whose contents fall within the prohibitions specified in article 5, in so far as these items have been confiscated

- or destroyed by the competent authority because of their contents;
- (e) in the case of items which have been fraudulently insured for a sum greater than the actual value of the contents;
- (f) when the sender has made no inquiry within one year from the day after that on which the item was posted;
- (ii) for insured *letters* seized under the legislation of the country of destination;
- (iii) in the case of sea or air conveyance when they have made it known that they are unable to accept liability for insured *letters* on board the ships or aircraft used by them; they, nevertheless, shall assume in respect of the transit of insured *letters* in closed mails the liability which is laid down for registered items.

3. Postal administrations shall accept no responsibility for customs declarations in whatever form these are made, nor for decisions taken by the Customs on examination of items submitted to customs control.

Article 12

Sender's liability

1. The sender of an insured *letter* shall be liable, within the same limits as administrations themselves, for any damage caused to other postal items as a result of the dispatch of articles not acceptable for conveyance or by the non-observance of the conditions of acceptance provided that there has been no fault or negligence on the part of the administration or carriers.

2. The acceptance by the office of posting of such an insured *letter* shall not relieve the sender of liability.

3. *An administration which finds damage that is due to the fault of the sender shall inform the administration of origin, whose responsibility is to take action against the sender where appropriate.*

Article 13

Determination of liability between postal administrations

1. Until the contrary is proved, liability shall rest with the postal administration which, having received the item without comment and being furnished with all the prescribed means of inquiry, cannot prove either delivery to the addressee or, where appropriate, correct transfer to another administration.

2. Until the contrary is proved, and subject to §§ 5, 8 and 9, an intermediate administration or administration of destination shall be relieved of all liability:

- (a) when it has observed the provisions of article 108 of the Detailed Regulations, on individual check of insured *letters*;
- (b) when it can prove that it was not informed of the inquiry until after the destruction of the official records relating to the item in question, the

period of retention prescribed in article 108 of the Detailed Regulations of the Convention having expired; this reservation shall not prejudice the rights of the applicant.

3. When the loss, theft or damage occurs in the service of an air carrier, the administration of the country which collects the conveyance dues *in accordance with article 74, § 1, of the Convention* shall reimburse the administration of origin for the indemnity paid to the sender, subject to article 1, § 3, of the Convention and § 6 of this article. *It shall be for the former administration to recover this amount from the air carrier in question. Where the administration of origin settles the conveyance dues direct with the air carrier in virtue of article 74, § 2, of the Convention, it shall itself seek reimbursement of the indemnity from the air carrier.*

4. Until the contrary is proved, an administration which has forwarded an insured *letter* to another administration shall be relieved of all liability if the office of exchange to which the item has been consigned has not sent to the dispatching administration, by the first available mail after inspection, a report stating either that the whole packet of insured articles or the particular item is missing or has been tampered with.

5. If the loss, theft, or damage occurs in course of conveyance without it being possible to establish in which country's territory or service it happened, the administrations concerned shall bear the loss equally; if, however, the theft or damage has been established in the country of destination or, in the case of return to sender, in the country of origin, it shall be for the administration of that country to prove:

(a) that neither the packet, envelope or bag and its fastening, nor the wrapping and fastening of the item bore any apparent trace of theft or damage;

(b) that the weight established at the time of posting has not varied.

When such proof has been furnished by the administration of destination or of origin, as the case may be, none of the other administrations concerned may repudiate its share of liability on grounds that it handed over the item without the next administration having made any objection.

6. The liability of an administration towards other administrations shall in no case exceed the maximum insured value that it has adopted.

7. When an insured *letter* has been lost, rifled or damaged as the result of *force majeure*, the administration in whose territorial jurisdiction or services the loss, theft or damage occurred shall not be liable to the administration of origin unless the two administrations undertake to cover risks of *force majeure*.

8. If the loss, theft or damage occurs in the territory or service of an intermediate administration whose country is not a party to this Agreement, or which has adopted a maximum lower than the amount of the loss, the administration of origin shall bear the loss not covered by the intermediate administration under § 6 of this article and article 1, § 3, of the Convention.

9. The rule laid down in § 8 shall also apply in case of sea or air conveyance if the loss, theft or damage occurs in the service of an administration belonging to a contracting country which does not accept liability (article 11, § 2 (iii)).

10. Customs duty and other fees of which it has not been possible to secure cancellation shall be borne by the administrations liable for the loss, theft or damage.

11. An administration which has paid the indemnity shall take over the rights, up to the amount of the indemnity, of the person who has received it in any action which may be taken against the addressee, the sender or third parties.

Article 14

Possible recovery of the indemnity from the sender or the addressee

1. Article 50 of the Convention shall be applicable to insured *letters*.

2. In the case of subsequent discovery of an item the contents of which are found to be of less value than the amount of the indemnity paid, the sender shall repay the amount of this indemnity against return of the item, without prejudice to the consequences of fraudulent insurance as mentioned in article 3, § 5.

CHAPTER V

MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

Article 15

Application of the Convention

The Convention shall be applicable, where appropriate, by analogy, in all cases not expressly governed by this Agreement. However, notwithstanding article 29 of the said Convention, the administration of destination may, where its regulations so provide, deliver by express an advice of arrival of the item and not the item itself.

Article 16

Offices participating in the service

Administrations shall take the necessary measures to provide, as far as possible, the insured letters service at every office in their countries.

Article 17

Conditions of approval of proposals concerning this Agreement and its Detailed Regulations

1. To become effective, proposals submitted to Congress relating to this Agreement and its Detailed Regulations must be approved by a majority of the member countries present and voting which are parties to the Agreement. At least half of these member countries represented at Congress must be present at the time of voting.

2. To become effective, proposals introduced between two Congresses relating to this Agreement and its Detailed Regulations must obtain:

- (a) unanimity of votes if they involve new provisions or amendments to articles 1 to 8, 10 to 15, 17 and 18 of this Agreement, and to article 113 of its Detailed Regulations;
- (b) two-thirds of the votes if they involve amendments of substance either to the provisions of this Agreement other than those of the articles mentioned under (a) or to the provisions of articles 101, § 2, 102 to 105, 106, §§ 2 to 5, 107 to 109 and 112 (f) and (g) of its Detailed Regulations;
- (c) a majority of the votes if they involve amendments to the other articles of the Detailed Regulations or interpretation of the provisions of this Agreement and its Detailed Regulations, except in the case of a dispute to be submitted to arbitration as provided for in article 32 of the Constitution.

Article 18

Entry into force and duration of the Agreement

The present Agreement shall come into force on *1 January 1976* and shall remain in operation until the entry into force of the Acts of the next Congress.

In witness whereof, the plenipotentiaries of the Governments of the contracting countries have signed this Agreement in a single original which shall be deposited in the archives of the Government of the country in which the seat of the Union is situated. A copy thereof shall be delivered to each party by the Government of the country in which Congress is held.

Done at *Lausanne, 5 July 1974*

Signatures

(The same countries as at pages 15 to 35)

[For ratifications etc. see page 83]

FINAL PROTOCOL TO THE INSURED LETTERS AGREEMENT

At the moment of proceeding to signature of the Insured Letters Agreement concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries have agreed the following:

Article I

Articles subject to customs duty

With reference to article 5, the postal administrations of the People's Republic of Bangladesh, the People's Republic of China, the Republic of El Salvador and the Socialist Federal Republic of Yugoslavia do not accept insured letters containing articles subject to customs duty.

In witness whereof, the Plenipotentiaries below have drawn up this Protocol which shall have the same force and the same validity as if its provisions were inserted in the actual text of the Agreement to which it relates, and they have signed it in a single original which shall be deposited in the Archives of the Government of the country in which the seat of the Union is situated. A copy thereof shall be delivered to each party by the Government of the country in which Congress is held.

Done at Lausanne, 5 July 1974

Signatures

(The same countries as at pages 15 to 35)

DETAILED REGULATIONS OF THE INSURED LETTERS AGREEMENT

CONTENTS

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

Art.

101. Information to be supplied by postal administrations

CHAPTER II

CONDITIONS OF ADMISSION, POSTING

102. Make-up

103. Insured value

104. Customs *control*

105. Functions of the office of origin

CHAPTER III

EXCHANGE OF INSURED *LETTERS*

106. Routes and methods of transmission

107. Operations at the dispatching office of exchange

108. Operations at the receiving office of exchange or the office of destination

109. Delivery of a rifled or damaged insured *letter*

110. Redirection. Undeliverable items

CHAPTER IV

MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

111. Alteration of address

112. Application of the Detailed Regulations of the Convention

113. Entry into force and duration of the Regulations

ANNEXES

Forms: see "List of forms"

DETAILED REGULATIONS OF THE INSURED LETTERS AGREEMENT

Having regard to article 22, § 5, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964, the undersigned, on behalf of their respective postal administrations, have by common consent drawn up the following measures for the implementation of the Insured Letters Agreement.

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

Article 101

Information to be supplied by administrations

1. The administrations of contracting countries which maintain direct exchanges shall communicate to one another, by means of tables in the form of the annexed specimen VD 1, information concerning the exchange of insured letters.

2. At least three months before implementing the Agreement, administrations must notify the other administrations, through the intermediary of the International Bureau of:

- (a) the scale of insurance charges applicable in their service to insured letters in accordance with article 7 of the Agreement;
- (b) the maximum amount up to which they admit insurance by surface and air routes;
- (c) where necessary, a list of their offices which participate in the service;
- (d) where necessary, those of their regular sea or air services used for the conveyance of ordinary items by letter post which may be used, with a guarantee of liability, for the conveyance of insured *letters*.

3. Any subsequent amendment must be notified without delay.

CHAPTER II

CONDITIONS OF ADMISSION. POSTING

Article 102

Make-up

1. Insured letters must fulfil the following conditions to be admitted to the post:

- (a) *they must be sealed, either by identical wax seals, or by lead seals, or by*

another effective means, with a special uniform design or mark of the sender;

- (b) *the envelopes or the packing must be strong and must permit the seals to adhere completely; the envelopes must be made in one piece; the use of envelopes or packing which are wholly transparent or which have a transparent panel, shall be prohibited;*
- (c) *the make-up must be such that the contents cannot be tampered with without obvious damage to the envelope, the packing or the seals;*
- (d) *the seals, the postage stamps representing the prepaid postage, and the postal service and other official service labels shall be spaced out so that they cannot serve to hide damage to the envelope or to the packing; the postage stamps and the labels may not be folded over the two sides of the envelope or the packing so as to cover an edge. It shall be forbidden to affix to insured letters labels other than those relating either to the postal service or to official services whose intervention may be required under the national legislation of the country of origin;*
- (e) *if they are tied with string and sealed as described in (a), the string itself need not be sealed.*

2. *Insured letters which have the exterior appearance of a box must fulfil the following additional conditions:*

- (a) *they shall be of wood, metal or plastic and sufficiently strong;*
- (b) *the walls of wooden boxes must have a minimum thickness of 8 millimetres;*
- (c) *the top and bottom shall be covered with white paper to take the address of the addressee, the declaration of the insured value and the impression of the official stamps; they shall be sealed on the four sides in the manner described in § 1 (a); if required for ensuring inviolability, the boxes shall be tied round crosswise with strong string without knots, the two ends being joined under a wax seal bearing a private mark of the sender.*

3. *In addition, the following provisions shall apply:*

- (a) *the prepaid postage may be represented by the amount (in figures) of the sum collected, expressed in the currency of the country of origin, as, for example: "Taxe perçue: fr ... c ..." (Charge collected: fr ... c ...); this amount shall be written at the top right-hand corner of the address side and authenticated by an impression of the date-stamp of the office of origin;*
- (b) *items addressed to initials or the address of which is shown in pencil and those which have erasures or corrections in their address shall not be admitted; such items which have been wrongly admitted shall be returned to the office of origin.*

Article 103

Insured value

1. **The insured value must be expressed in the currency of the country of origin and written by the sender or his representative above the address of the**

item in words with roman lettering and in arabic figures, without erasure or alteration, even if certified; the amount of the insured value shall not be written in pencil or indelible pencil.

2. The amount of the insured value must be converted into gold francs by the sender or by the office of origin. The result of the conversion, *rounded up where appropriate to the nearest franc*, must be shown *in* figures at the side of or below those representing the *value* in the currency of the country of origin; *the amount in gold francs must be boldly underlined in coloured pencil. Conversion shall not be carried out in direct services between countries which have a common currency.*

3. When circumstances of any kind or statements made by the interested parties *bring to light* a fraudulent insurance for a value greater than the actual value enclosed in a letter, the administration of origin must be advised *promptly*, with any documents in support of the investigation.

Article 104

Customs control

Insured letters *to be submitted to customs control* shall be treated in accordance with the provisions of article 116, §§ 1 and 2, of the Detailed Regulations of the Convention.

Article 105

Functions of the office of origin

1. Once the office of origin has accepted an insured *letter* as eligible, it shall:
 - (a) mark the exact weight in grammes on the item at the top left-hand corner of the address side;
 - (b) add to the address side a stamp impression showing the office and date of posting;
 - (c) affix a *pink label in the form of the annexed specimen VD 2 and bearing in roman letters the letter V*, the name of the office of origin and the serial number of the item; *however, administrations may replace this label by the C 4 label prescribed in article 130, § 4, of the Detailed Regulations of the Convention, and a small pink label bearing in bold letters the words "Valeur déclarée" (Insured).*

2. No serial number shall be placed on the front of insured *letters* by the intermediate administrations.

CHAPTER III

EXCHANGE OF INSURED *LETTERS*

Article 106

Routes and methods of transmission

1. By means of the VD 1 tables received from the others concerned, each administration shall decide on the routes to be used for the transmission of its insured *letters*.

2. The transmission of insured *letters* between adjacent countries or between countries connected by a direct sea or air service shall be effected by the offices of exchange which the two administrations concerned appoint by mutual agreement.

3. In the relations between countries separated by one or more intermediate services, insured *letters* must follow the most direct route. Nevertheless, the administrations concerned may also arrange with one another to provide for transmission *à découvert* by circuitous routes where the transmission by the most direct route would not carry with it a guarantee of liability over the whole distance.

4. Subject to service requirements, items may be dispatched in closed mails or be handed over *à découvert* to the first intermediate administration if that administration is able to arrange for their transmission under the conditions prescribed in the VD 1 tables; nevertheless, each intermediate administration may, when it finds that the number of *à découvert* items is such as to hinder its work, insist that insured *letters* be delivered to it in closed mails made up by the administration of origin for the offices of exchange of the country of destination.

5. Administrations of origin and destination may agree between themselves to exchange insured *letters* in closed mails by means of the services of one or more intermediate countries whether these are parties to the Agreement or not. The intermediate administrations shall be advised in good time.

Article 107

Operations at the dispatching office of exchange

1. The dispatching office of exchange shall enter the insured *letters* on special dispatch lists in the form of the annexed specimen VD 3 with all the details for which the form provides; the words "*Exprès*" (Express) or "*Par avion*" (*By air mail*) shall be marked in the "Observations" column against the entries for items for delivery by express or *airmail items*.

2. Insured *letters* shall be made up with the dispatch list or lists into one or more special packets tied to one another, wrapped in strong paper, tied on the

outside and sealed with fine wax on every fold by means of the seal of the dispatching office of exchange; these packets shall be endorsed “*Valeurs déclarées*” (Insured items).

3. Instead of being made up in a packet, the insured letters may be placed in a strong paper envelope, closed by means of wax seals.

4. The packets or envelopes of insured *letters* may also be closed by means of gummed seals bearing the printed indication of the administration of origin of the mail, unless the administration of destination of the mail requires that they shall be sealed with wax or lead. An impression of the date-stamp of the dispatching office shall be added to the gummed seal in such a way that it appears partly on the seal and partly on the wrapping.

5. If their number or volume makes it necessary insured *letters* may be placed in a bag suitably closed and sealed with wax or lead.

6. The presence of envelopes, packets or bags of insured *letters* shall be recorded in table III of the C 12 letter bill (annexed to the Detailed Regulations of the Convention); when the mail does not contain envelopes, packets or bags of insured items the indication “*Néant*” (Nil) shall be entered in that table.

7. *The C 12 letter bills relating to mails containing insured letters shall be placed in a pink envelope.*

8. The packet, envelope or bag of insured *letters* shall be enclosed in the packet or bag containing registered items or, failing those, in the packet or bag which would normally contain registered items; when the registered items are enclosed in more than one bag, the packet, envelope or bag of insured *letters* must be placed in the bag to the neck of which the special envelope containing the letter bill is attached.

9. *The outer bag containing insured letters must be in perfect condition and the edge of its mouth shall be provided, if possible, with piping which makes it impossible to open the bag illicitly without leaving visible traces.*

Article 108

Operating at the receiving office of exchange or the office of destination

1. *On the arrival of a mail containing insured letters, the office of exchange shall:*

- (a) satisfy itself that there is no irregularity in the external condition of the *outer bag and of the packet, envelope or inner bag containing insured letters* and that *they have* been made up in accordance with article 107;
- (b) check the number of insured *letters* and check *them* individually;
- (c) amend or send on the dispatch lists in accordance with article 158, §§ 3, 5 to 7 and 9 to 13, of the Detailed Regulations of the Convention, relating to registered items.

- (d) *check whether the mail has arrived in the sequence in which it was dispatched.*

2. Irregularities shall immediately be made the subject of reservations to the transferring service.

3. Notification of a missing item, and alteration or any other irregularity for which administrations may be liable shall be *sent immediately by telex or telegram to the dispatching office of exchange or to the intermediate service. In addition, a formal report in the form of the annexed specimen VD 4 shall be made out. The condition in which the packing of the mail was found must be indicated therein. Unless this is impossible for a stated reason, the bag, envelope, string and seals or leads as well as all the inner and outer packets or bags in which the insured items were enclosed shall be kept intact for a period of six weeks from the date of the check and shall be sent to the administration of origin if it so requests. The formal report shall be sent under registered cover to the central administration of the country to which the dispatching office of exchange belongs, independently of the verification note, which shall be sent to that office immediately. A duplicate of the report shall be sent at the same time either to the central administration to which the receiving office of exchange belongs or to any other controlling authority appointed by that administration.*

4. Without prejudice to the application of the provisions of §3, the office of exchange which receives from a corresponding office a damaged or an insufficiently packed item must send it on after observing the following rules:

- (a) if it is a matter of slight damage or of partial destruction of the seals it is sufficient to re-seal the item to safeguard the contents, on condition, however, that it is obvious that the contents are neither damaged nor, according to a check of the weight, short. The existing seals shall be preserved; if necessary, the items shall be repacked, retaining the original packing as far as possible;
- (b) if the state of the item is such that the contents of the item could have been removed, the office shall open it officially and check the contents; the result of this check must be given in a formal VD 4 report a copy of which shall be attached to the item; the item shall be repacked;
- (c) in all these cases, the weight of the item on arrival and the weight after repacking shall be checked and noted on the cover; this note shall be followed by the words "*Cacheté d'office à ...*" (Sealed at ...) or "*Remballé à ...*" (Repacked at ...), by an impression of the date-stamp and by the signature of the officials who have affixed the seals or done the repacking.

5. Every unpaid or underpaid insured *letter* shall be delivered to the addressee without charge, except in the case provided for in article 31, § 5, of the Convention; the irregularity shall, however, be reported to the office of origin of the item by verification note.

6. The office of destination shall apply to the back of each insured *letter* an impression of its stamp showing the date of receipt.

Article 109**Delivery of a rifled or damaged insured letter**

1. In the cases specified in article 11, § 1 (a) and (b), of the Agreement, the delivering office shall prepare a VD 4 report on the joint check and have it countersigned, whenever possible, by the addressee. One copy of the report shall be handed to the addressee or, if the item is refused or redirected, attached to it. One copy shall be retained by the administration which prepared the report.

2. If the item is delivered, the copy of the VD 4 report prepared in accordance with article 108, § 4 (b), shall be attached to the item and dealt with in accordance with the regulations of the country of destination; if the item is refused, the said copy shall remain attached to the item.

3. When internal regulations so require, an item subjected to the treatment specified in § 1 shall be returned to the sender if the addressee refuses to countersign the VD 4 report.

Article 110**Redirection. Undeliverable items**

1. Any insured letter, the addressee of which has left for *another* country, may be *redirected if that country operates the service in its relations with the country of the first destination. If it does not, the item shall be sent back forthwith to the administration of origin for return to the sender.*

2. Insured letters which have not been delivered shall be sent back as soon as possible, and at the latest within the periods fixed by article 32 of the Convention; these items shall be entered on the VD 3 list and included in the packet, envelope or bag labelled "*Valeurs déclarées*" (Insured items).

3. The customs duty and other charges of which it has not been possible to secure cancellation on redirection or on return to origin shall be collected from the administration of the new destination under the conditions laid down in article 137, § 8, of the Detailed Regulations of the Convention.

CHAPTER IV

MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

Article 111**Alteration of address**

1. Any request for alteration of address sent by telegraph shall be confirmed by post, by the next mail, as prescribed in article 140, § 1 (a), of the Detailed

Regulations of the Convention: the C 7 form referred to in that article must then bear at the head, in bold letters, the note “*Confirmation de la demande télégraphique du ...*” (Confirmation of the telegraphic request dated ...); pending this confirmation the office of destination shall merely retain the item.

2. However, the administration of destination may, on its own responsibility, act on the telegraphic request without waiting for confirmation by post.

Article 112

Application of the Detailed Regulations of the Convention

As regards everything not expressly provided for in these Detailed Regulations, the provisions of the Detailed Regulations of the Convention and in particular the following articles, shall apply to insured *letters*:

- (a) articles 117 and 136: Items for delivery free of charges;
- (b) article 131: Advice of delivery;
- (c) article 132: Delivery to addressee in person;
- (d) articles 134 and 153: Express items;
- (e) articles 140 and 141: Withdrawal from the post. Alteration of address, supplemented by article 111 of these Detailed Regulations;
- (f) articles 143 and 144: Inquiries;
- (g) articles 163 to 176: Transit charges and terminal dues;
- (h) article 181: Settlement of accounts relating to items for delivery free of charges and fees; however, administrations which announce that they are unable to adhere to the method of settlement prescribed in that article shall indicate the arrangements which they wish to adopt.

Article 113

Entry into force and duration of the Regulations

1. These Regulations shall come into force on the day on which the Insured Letters Agreement comes into operation.

2. They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by common consent between the parties concerned.

Done at *Lausanne*, 5 July 1974

Signatures

(The same countries as at pages 15 to 35)

LIST OF FORMS

No. 1	Title or nature of form 2	References 3
VD 1	Table VD 1	Art. 101, § 1
VD 2	“V” label combined with the name of the office of origin and the registration number of the item	Art. 105, § 1 (c)
VD 3	Dispatch list for insured letters	Art. 107, § 1
VD 4	Report concerning the loss of/theft from/damage to or other irregularities in respect of an insured letter	Art. 108, § 3

ANNEXES

Forms VD 1 to VD 4

Postal administration

VB1

TABLE VD 1

Countries for which the above-mentioned administration accepts insured letters in transit on the conditions given below.

Serial number	Country of destination	Routes	Intermediate countries and sea services to be used	Limits of insured value	Observations
1	2	3	4	5	6

VD 2



Insured Letters, Lausanne 1974, Art. 105, § 1, (c)—Size: 37 x 13 mm, colour: pink

Dispatching administration



VD 3

Dispatching office of exchange

DISPATCH LIST
Insured letters

Office of exchange of destination	Date of dispatch	Time	Mail No.
	No. of dispatch list		

Number		Office of origin	Place of destination	Amount of insured value	Observations
ser- ial	of the mail				
1	2	3	4	5	6
1.					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					

Stamp of dispatching office of exchange Signature of officials	Stamp of office of exchange of destination Signature of officials
	

Postal administration

REPORT
Insured letter

VD 4 (Form)

To be sent by registered post		Date	Reference
Office preparing the report			
Reason for report	<input type="checkbox"/> Loss <input type="checkbox"/> Theft <input type="checkbox"/> Damage <input type="checkbox"/> Irregularities		
	Office		
Posting of item	Date	Number	
	Name and full address		
Sender			
Addressee	Name and full address		
Special particulars	Insured value		
	COD amount and currency		
	Other particulars		
Weight	shown		observed
	Description		
Packing			
	Number of seals		
	Private mark or seals		
	The packing should be regarded as		
	<input type="checkbox"/> regulation		<input type="checkbox"/> non-regulation
Mall in which the item was sent	Number	Date of dispatch	time
	Dispatching office		
	Date of arrival	time	
	Office of destination		
	The item was contained in an		
	<input type="checkbox"/> inner bag		<input type="checkbox"/> outer bag
	The fastening (lead seal) of the bag was		
<input type="checkbox"/> intact		<input type="checkbox"/> not intact	
Method of conveyance	Name or number		
	<input type="checkbox"/> Travelling post office		
	<input type="checkbox"/> Railway van		
	<input type="checkbox"/> Ship		
	<input type="checkbox"/> Flight		

	<input type="checkbox"/> From the invoice <input type="checkbox"/> From the customs declaration <input type="checkbox"/> According to the addressee or the sender
Contents	<hr/> <hr/> <hr/> <p>The contents have been examined in the presence of <input type="checkbox"/> the addressee <input type="checkbox"/> the sender</p> <p>Contents established on examination</p> <hr/> <hr/>
	<p>Contents missing</p> <hr/> <hr/>
	<hr/> <hr/>
	<hr/> <hr/>
Estimate of loss	<input type="checkbox"/> According to the addressee <input type="checkbox"/> According to the sender The loss is estimated at the amount of
Cause	The loss is due to <hr/> <hr/>
Subsequent treatment of the item	<input type="checkbox"/> After repacking and weighing the item has been forwarded to its destination New weight
	<input type="checkbox"/> The contents have been destroyed by the undersigned office
	<input type="checkbox"/> The packing is held here
	<input type="checkbox"/> The addressee refuses the item <input type="checkbox"/> The sender refuses the item <input type="checkbox"/> The addressee has accepted the item <input type="checkbox"/> The sender has accepted the item Amount of indemnity claimed
Annexes to the report	<input type="checkbox"/> Packing <input type="checkbox"/> Receipt <input type="checkbox"/> String
	<input type="checkbox"/> Seals <input type="checkbox"/> Lead seals <input type="checkbox"/> Label
Signature of addressee or sender	<hr/> <hr/>
Attestation. In witness whereof we have drawn up this report a duplicate of which has been sent to the authority indicated below.	
Authority of destination of the report	
Stamp of the reporting office and date Signature of the postal officials	

**RATIFICATIONS AND APPROVALS OF THE
INSURED LETTERS AGREEMENT**

<i>State</i>	<i>Date of Deposit of Instrument</i>
Belgium (A)	23 Oct. 1975
Denmark	*
Fiji (R)	14 Oct. 1975
France (A)	22 Oct. 1975
Ensemble of Territories represented by the French Office of Overseas Post and Telecommunications (A)	22 Oct. 1975
Germany, Federal Republic of (including Berlin (West)) (R) ...	29 Dec. 1975
Iceland (R)	6 Oct. 1975
Japan (A)	1 Aug. 1975
Liechtenstein (R)	20 Aug. 1975
Luxembourg (A)	11 Mar. 1976
Malaysia (A)	30 Jan. 1976
Netherlands (R)	21 Nov. 1975
Netherlands Antilles and Surinam (R)	21 Nov. 1975
Singapore (A)	24 Mar. 1976
Switzerland (R)	9 Sept. 1975
Thailand (A)	5 Mar. 1976
Tunisia (R)	30 Dec. 1975
United Kingdom (including the Channel Islands and the Isle of Man) (A)	23 Feb. 1976
Overseas Territories for whose international relations the Government of the United Kingdom is responsible (A)	11 Mar. 1976

ACCESSIONS

Surinam	(effective date) 20 Apr. 1976
----------------	-------------------------------

* Signature by Denmark on 5 July 1974 constituted final approval of the Agreement.